

Le Courrier

FÉDÉRATION GÉNÉRALE DES RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE des **retraitées** & des **retraités**

Pour un avenir commun, vivable et désirable.

DOSSIER
MOTIONS DE LA CEN

ACTUALITÉ
> PÉTITION POUVOIR D'ACHAT
> LE TOUR DE FRANCE DE LA SANTÉ
> LOI DE FINANCES SÉCURITÉ SOCIALE

NOTRE ASSOCIATION
> COMPTE-RENDU DU GROUPE DES 9
> COMMUNIQUÉ DU PÔLE DES RETRAITÉS
> APRÈS LURE



**+ 10 % d'augmentation
immédiate en 2023
de nos retraites et pensions**

**Ce n'est que justice sociale
pour bien vivre sa retraite**

**13 et 24 octobre,
dans l'unité, pour
le pouvoir d'achat !**



Sommaire

3. ÉDITORIAL

Et maintenant ?

4 - 7. ACTUALITÉ

Billet d'humeur

Fonction Publique Républicaine
versus Président DG
à la tête de la START-UP FRANCE.

La prise en charge de la perte
d'autonomie au bord du gouffre !

Précarité et rentrée sociale

8 - 9. NOTRE ASSOCIATION

L'état abandonne
une partie de son personnel

Communiqué

L'après Lure

10 - 11. DOSSIER

CEN des 19 et 20 septembre 2023
Motion générale / Motion action

12 - 13. MAGAZINE

Réindustrialisation :
Du récit à la réalité.

Ondes électromagnétiques :
Contrôle et bonne information

14. ON A LU

EN CHIFFRES

15. PÉTITION

ÇA DEVRAIT TOMBER
MOINS FORT DES 2025 !



ENCART FRANCE ABONNEMENTS

Revue de la Fédération générale des retraités
de la Fonction publique de l'État, territoriale et
hospitalière, des établissements industriels de
l'État et de leurs ayants cause.

Directeur de la publication : Jacques Brillet

Rédacteurs : Jacques Fogliarini, François Chelers,
Marc Veyrat, Sylvain Houselle, Jacques Brillet

Abonnement annuel 2022 au *Courrier du retraité* :
6 numéros = 30 euros

Rédaction et administration
20 rue Vignon 75009 Paris
01 47 42 80 13

Courriel : secretariat@fgfrp.org
Internet : <http://www.fgfrp.org>

Réalisation et Impression :
Le Réveil de la Marne - Epernay

Dépôt légal : à parution
ISSN : 0152-4224

N° Commission paritaire : 0327G06323

Qui peut adhérer à la FGR-FP ?

Les retraité(e)s (ainsi que les veufs ou veuves) des trois
fonctions publiques, État, hospitalière, territoriale.

Comment adhérer à la FGR-FP ?

- soit en maintenant son adhésion à l'un des syndicats ou associations (ARFEN, ANRENCT, Guadeloupe) de fonctionnaires affiliés
- soit comme adhérent direct auprès de la section départementale de votre lieu de résidence.

Pour tous renseignements concernant l'adhésion à la FGR-FP ou
l'abonnement au *Courrier du retraité* appelez le secrétariat de la
FGR-FP au **01.47.42.80.13**

En tant qu'adhérent direct, par notre intermédiaire, vous êtes susceptible de recevoir des
informations ou des propositions d'autres organismes ou sociétés.

Si vous ne le souhaitez pas, veuillez cocher la case et renvoyer ce talon au siège
national (FGR-FP 20 rue Vignon 75009 Paris) avec vos coordonnées. Elles seront alors
réservées à l'usage exclusif de la FGR-FP.





Éditorial de J. BRILLET
Secrétaire Général

Et maintenant ?

Le pouvoir sort-il renforcé du dossier des retraites ? Le mouvement social, pourtant unitaire en sort-il affaibli ? Vraie question dont nous devons nous emparer.

Le gouvernement a imposé sa réforme au pays mais n'a pas réussi à gagner une part quelconque de l'opinion. Il ne sort pas renforcé de l'épisode de la réforme régressive des retraites imposée contre la plus grande partie de la population.

Pour autant le mouvement social est-il condamné à subir ? Non, car le pouvoir n'est passé que grâce à un contournement de la voie parlementaire et un usage systématique de la répression, contre les manifestant.es et contre les responsables syndicaux.

“ Affirmons l'espoir
d'un avenir commun,
vivable et désirable ”

OUI, Le pouvoir est fragile. Il ne mène aucune politique lisible et autonome, navigue à vue et capitule devant tous les lobbys. La liste, si elle n'était pas affligeante, tiendrait du comique : police, gas-oil routier, taxation des billets d'avion et kérosène, glyphosate, gestion de l'eau, géants des télécoms... Le pouvoir demande poliment, les marchés répondent vertement en encaissant des profits délirants.

Notre société vit dans un état de tension très forte. Les émeutes de juillet l'illustrent. Le gouvernement mène une politique antisociale toujours plus dure. Les gesticulations de Gabriel Attal en cette rentrée permettent sans doute d'occuper des médias par des polémiques mais ne masquent l'explosion des prix, notamment de l'énergie et de l'alimentaire, la montée de la pauvreté révélée par la quasi-faillite des associations, l'effondrement du système de santé.

Oui, on gagne sur l'espoir. Et nous avons des motifs. Le premier est de garder et de renforcer l'unité. Nous aurons à la développer dans la suite des mobilisations des retraité.es. Le second est notre capacité à rationaliser et à construire des réponses ouvertes. Nos groupes de travail y contribueront. Le troisième est de réduire un sentiment d'isolement par le développement de la convivialité du collectif. La participation de toutes et tous à la vie de la FGR en sera le meilleur gage.

Oui, nous relevons le défi. Ambition forte appuyée sur des actions concrètes : groupe des neuf, tour de France de la Santé, Avenir des services publics...

C'est cette ambition forte appuyée sur une FGR-FP conviviale, ouverte, tolérante et convaincue que nous portons.

Ensemble, affirmons l'espoir d'un avenir commun, vivable et désirable.

■ PARIS, Le 26 septembre 2023

En bref...

Les Français sont solidaires....

Selon une enquête (2022) du ministère des Solidarités, 56 % de la population estiment que les pouvoirs publics « ne font pas assez » pour les plus démunis, 33 % « ce qu'ils doivent » et 9 % trouvent qu'ils « font trop ». Contrairement à ce qui est souvent insinué, les Français ne sont en rien convaincus que les pauvres sont des « assistés » qui profitent du système et qu'il faudrait « responsabiliser ».

Des causes établies et des réponses solides...

Le Crédoc, dans son enquête de 2021, pose deux questions, ce qui impose de « choisir son camp » : « pensez-vous que les personnes sont en situation de pauvreté parce qu'elles n'ont pas fait assez d'efforts ? » ou « parce qu'elles n'ont pas eu de chance ? ». Massivement, c'est « la faute à pas de chance » qui domine, avec 61 %, contre 36 % pour le manque d'effort. Selon l'enquête du ministère des Solidarités, 62 % des Français pensent qu'il faut augmenter le revenu de solidarité active (RSA), 16 % le laisser à ce niveau et 18 % le diminuer.

Des discours polémiques hors réalité sociale.

Les enseignements des enquêtes sur les valeurs des Français vont dans le bon sens pour les plus défavorisés, dont le sort est bien mieux compris que ce qui semble ressortir du débat médiatique. Le « pognon de dingues » répond à un consensus social du pays. S'il faut s'inquiéter des dérives des discours de certains élus, journalistes et intellectuels, laisser penser que l'opinion suit massivement ceux qui pointent du doigt les plus démunis est une erreur. Ceux qui ciblent les « assistés » n'en retirent pas un avantage aussi certain qu'ils le croient.

Billet d'humeur

La sécu, une poche trouée ? En déficit ?

Renflouer le budget de la Sécurité Sociale avez-vous dit ? N'y songer pas ! La bonne méthode en Macronie est de moins dépenser. Par exemple en reculant le départ à la retraite, en traînant des pieds pour augmenter les salaires des soignants à hauteur de l'inflation, de dérembourser davantage de médicaments. Mieux encore, de doubler la franchise sur chaque boîte en passant de 50 centimes à 1 euro, de laisser à la charge du patient toujours plus de frais lors des transports domicile hôpital et retour. Ces mesures concernent bien la population la plus âgée, donc nous, les retraités, si nous ne sommes pas encore atteints d'une ALD. Les plus jeunes ne sont pas en reste. On les soupçonne de tirer au flanc et d'abuser des congés de maladie. On ferme toujours des lits d'hôpitaux, des maternités, des services de néonatalité. La surface des déserts médicaux s'accroît comme l'eau qui déborde d'une rivière, atteignant même les plus grandes villes. Les urgences débordées ? On les ferme deux jours dans la semaine. On atteint des sommets avec cette publicité vue à la télé, « N'allez pas aux urgences ! Si votre généraliste est injoignable, appelez 116 117, on vous orientera ». Peut-être une astuce soufflée au ministre de la santé par le cabinet McKinsey ? A force de baisser charges et impôts, la macronie finira par détruire la Sécurité Sociale, notre bien commun. Ce gouvernement ne s'attaque pas seulement à la sécu, mais à l'action sociale tout court.

■ SYLVAIN HOUSELLE.

Le chemin des données Linky

Le chemin des données Linky

